

Ain

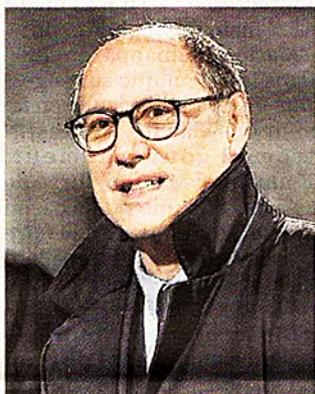
# Centrale du Bugey : deux nouveaux

La nouvelle est tombée tard, mercredi 19 juillet, au sortir du conseil de politique nucléaire tenu autour du président de la République, Emmanuel Macron. Après Penly (Seine-Maritime) et Gravelines (Nord), l'État "offre" une paire de réacteurs EPR2 (Evolutionary Power Reactor 2) à la centrale nucléaire du Bugey, située à Saint-Vulbas.

Même si le plan de relance du nucléaire du gouvernement prévoit la poursuite d'exploitation des réacteurs existants, ce choix vient conforter une centrale qui commence à dater : les quatre réacteurs encore en service datent de 1979 et 1980 et en sont à leur quatrième visite décennale. Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne Rhône-Alpes, se félicite du choix de la centrale de l'Ain : « Une récompense pour les élus de terrain », face à une « rude concurrence ». Jean Deguerry, président du conseil départemental de l'Ain, souligne la participation du Département à l'« indépendance énergétique » (voir ci-dessous). Mais sur place, l'association Sortir du nucléaire Bugey ou le collectif de 200 élus, fermement opposés à la poursuite du nucléaire déplorable, ce choix.

## Jean Deguerry, président du Département : « Quatre ans qu'on se démène »

Jean Deguerry, le président du conseil départemental de l'Ain, a réagi à cette annonce. « C'est une super nouvelle pour notre département. Cela fait quatre ans que l'on se démène pour l'avoir sur le sol aindinois, on a fait voter une motion dans ce sens (décembre 2019, NDLR.). Je veux une énergie décarbonée d'ici à 2035, avec 50 % de nucléaire et 50 % de renouvelable. En favorisant cette implantation, nous participons à l'indépendance énergétique française. C'est de l'écologie positive. C'est aussi une très bonne nouvelle pour les 2 000 emplois directs et indirects de la centrale, pour les sous-traitants



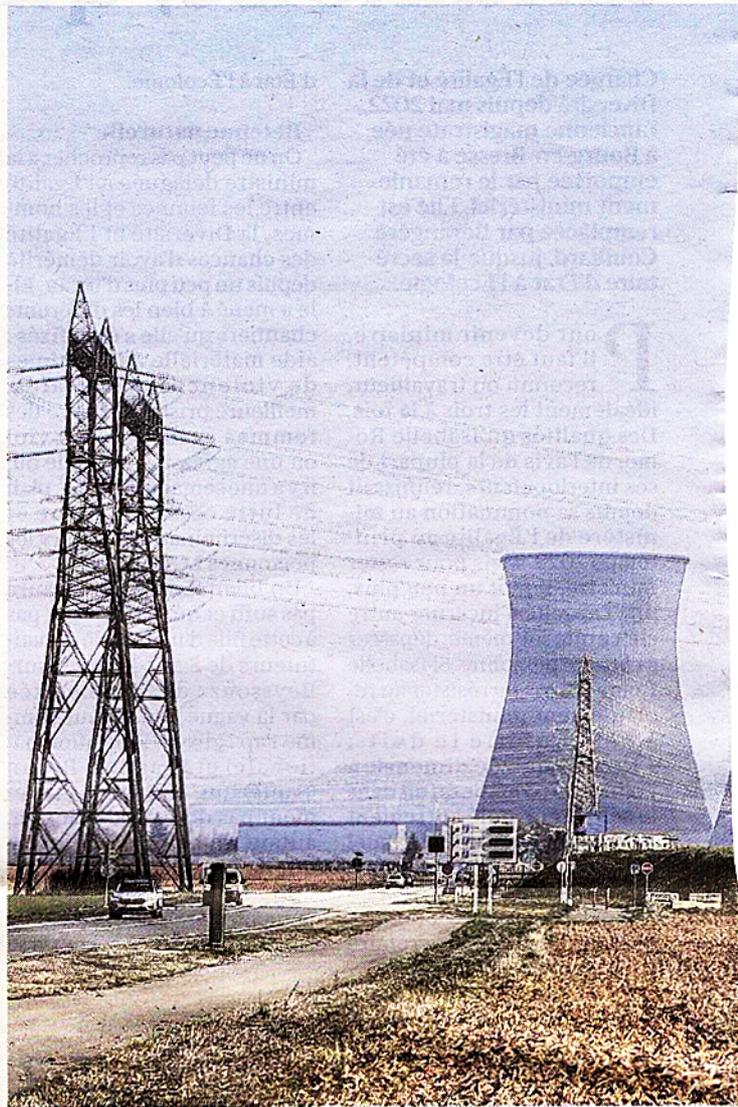
Jean Deguerry, président du conseil départemental de l'Ain. Archive Catherine Aulaz

aux compétences très reconnues.

Début juin, nous nous sommes rendus à une réu-

nion avec EDF, avec une délégation composée d'élus mais aussi de représentants des chambres consulaires, des acteurs économiques, de l'éducation. C'est tout cet effort qui a payé.

C'était un peu quitte ou double. Si la centrale s'arrêtait au-delà de sa période de prolongation, quid de l'après ? On sait que redémarrer un site vidé c'est très compliqué. Avec ces deux nouveaux réacteurs, on remplace, sur place, la centrale. C'est bien pour l'avenir de nos enfants, de nos petits-enfants parce qu'il s'agit de la seule énergie décarbonée à prix abordable. Une grande partie de la population adhère à ce projet. »



## Pour les écologistes, « il faut une vraie politique d'énergies renouvelables »



Archive Catherine Aulaz

**Maxime Meyer, conseiller régional d'opposition Europe Écologie Les Verts (EELV) en Auvergne-Rhône-Alpes**

« C'est malheureusement l'annonce à laquelle on s'attendait... Nous faisons quand même face à un déni de démocratie. La politique énergétique de la France n'a toujours pas été débattue. Emmanuel Macron fait du Macron. Comme pour la réforme des retraites, les conventions citoyennes.

Aujourd'hui, il n'y a aucun EPR dans le monde qui fonctionne correctement. Celui

de Flamanville accuse déjà 15 milliards d'euros de surcoût et 12 ans de retard. Il comporte déjà des malfaçons avant d'ouvrir !

Avec six nouveaux EPR à 50 milliards d'euros, c'est autant d'investissement qu'on ne consacre pas au renouvelable. Or, il nous faut une vraie politique en matière d'énergies renouvelables. Mais les présidents de la République et de la Région préfèrent continuer avec leurs sobriquets : "énergie responsable" ou "énergie positive".

Un EPR nécessite une consommation en eau équivalente à celle d'une population de 1,6 million d'habitants. Ça veut dire qu'avec ces deux EPR, on va consommer l'équivalent de deux métropoles de Lyon pour le nucléaire. C'est une hérésie. Il y a déjà des conflits d'usage, il y en aura davantage. On nous mène vers un choix entre l'eau potable et l'électricité.

Nous sommes plus de 200 élus dans le collectif contre ces EPR2. Ça va s'ouvrir à toutes les régions de France. Le match n'est pas terminé. »

## ► Réactions

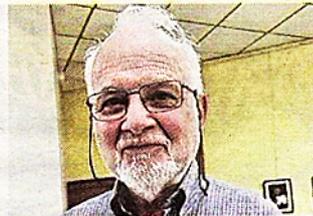


Archive Catherine Aulaz

**« La souveraineté énergétique de la France »**

**Christophe Greffet, conseiller départemental d'opposition PS de l'Ain**

« Je me réjouis pour l'Ain de l'implantation de deux réacteurs EPR sur le site de Bugey. Cela confortera la souveraineté énergétique de la France dont nous avons bien besoin. Ce choix doit beaucoup aux femmes et aux hommes qui travaillent depuis des décennies dans cette filière au cœur de l'Ain. Cela ne nous exonère, en rien, du développement des énergies renouvelables, qui devront représenter 33 % de la production électrique en 2030. L'Ain doit y prendre toute sa part, c'est ce que je défends depuis plusieurs années au conseil départemental. »



Archive Fabienne Python

**« Un fonctionnement antidémocratique »**

**Joël Guerry, ingénieur et membre de l'association Sortir du nucléaire Bugey**

« On avait une chance sur deux. Mais on pensait que ce serait Tricastin, compte tenu du débit du Rhône plus important qu'à Bugey. Et parce qu'ici, il n'y a pas de terrain : il va falloir l'acquérir. Mais le plus dérangeant c'est la façon dont c'est décidé, dans un fonctionnement antidémocratique. RTE 2050 présente cinq scénarios pour la neutralité carbone, et le président choisit le plus nucléaire des cinq, sans débat. À Flamanville, il y a déjà 11 ans de retard sur la mise en service initiale. Donc les EPR2 de Bugey, le temps qu'ils soient construits, ils ne vont rien produire et leur construction va générer des gaz à effet de serre... »



Archive Laurent Thevenot

**« On ne cherche pas à grandir »**

**Marcel Jacquin, maire divers droite de Saint-Vulbas depuis 1995**

« On ne peut que le prendre bien. Que ce soit au niveau de Saint-Vulbas, de la Communauté de communes de la Plaine de l'Ain, même celle des Balcons du Dauphiné, le conseil départemental ou de la Région, on s'est tous donné la main. On dit souvent qu'à Saint-Vulbas il y a de l'argent. Mais c'est tout le bassin qui va bénéficier de ce plus économique. Ça pérennise l'existant, les emplois et même des embauches jusqu'en 2 100. Mais Saint-Vulbas comptait 400 habitants dans les années 1980 et 1 600 aujourd'hui, on ne cherche pas à grandir plus. On souhaite que les gens s'insèrent, pas à devenir un village dortoir. »